

VU D'ALLEMAGNE

## La fin de la stabilité ?

Les prises de position alarmistes se multiplient outre-Rhin : le gouvernement rouge-vert a-t-il l'intention de poursuivre sans gêne sa marche vers l'endettement public ? Le point de vue et les explications d'Angelica Schwall-Düren\*, députée, vice-présidente du groupe SPD au Bundestag, chargée des Affaires européennes.

Si l'Allemagne peut être considérée comme une ancre de stabilité monétaire au sein de l'UE, les raisons de son déficit budgétaire sont multiples. Malgré des réformes drastiques dans le cadre de l'agenda 2010 (marché du travail, sécurité sociale, impôts), ressenties douloureusement par les citoyens, la réduction de la dépense publique n'a pu atteindre les objectifs fixés, notamment en raison de chocs externes (effondrement de la conjoncture mondiale après le 11 septembre, guerre en Irak, crise du pétrole). De plus, les réformes arrivent tard et commentent seulement à produire leurs effets. En outre, l'unité allemande implique année après année un transfert de 4 % du PIB de l'Ouest à l'Est de l'Allemagne, sans que soient apparues les forces nécessaires à une croissance soutenue et durable. La stagnation qui s'ensuit et la croissance trop modeste depuis 2001 engendrent des revenus fiscaux trop bas, un dynamisme insuffisant sur le marché du travail, une demande intérieure atone et un investissement public beaucoup trop faible, notamment au sein des communes.

Lors de l'élaboration du Pacte, ce sont particulièrement les socialistes français qui ont poussé à une prise en compte des composantes de la croissance. Mais ils n'ont réussi qu'à ouvrir au Pacte par le biais de son titre – Pacte de Stabilité et de Croissance – la possibilité d'une interprétation flexible, pour laquelle luttent Commission et Conseil des ministres, du moins certains de ses membres.

Il est évident que l'objectif premier doit être la réduction de la dette publique et la consolidation des budgets, le tout de manière durable. Mais pour lutter contre un fort taux de

**Un traitement différencié ne réussira que si une politique économique plus cohérente au sein de l'UE est mise en œuvre.**

À l'heure où nous bouclons ce numéro, le Conseil européen des 22-23 mars vient de décider une réforme qui assouplit le Pacte de stabilité. Elle permet d'évoquer des « facteurs pertinents » (efforts faits pendant les périodes de croissance, réformes structurelles, politique de recherche, de développement et d'innovation, coût de l'unification européenne) qui pourront être pris en compte lorsqu'un pays a des déficits supérieurs à 3 % du PIB. L'Allemagne obtient ainsi satisfaction, ce pays pouvant notamment prendre en compte le coût de sa réunification. Sur la photo, le chancelier Schröder avec José Manuel Barroso, président de la Commission européenne.

chômage, croissance et investissements sont primordiaux. Le Chancelier Schröder propose que l'on tienne compte, lors de l'évaluation des programmes de stabilité, des réformes entreprises dans les États et des dépenses correspondantes. Mais aussi de contributions telles que : la contribution nette au budget européen, les investissements dans l'éducation et la recherche, ou encore les transferts dans les nouveaux Länder pour le cas allemand. En Allemagne comme à l'étranger, des voix inquiètes se font entendre face à ces exigences<sup>(1)</sup>.

Mais il semble évident que l'on ne peut appliquer la même politique à tous les États membres. L'économie européenne est bien trop hétérogène pour s'orienter selon le principe « one size fits all ». Ainsi, les pays à faible croissance et au taux d'inflation bas atteignent rapidement la limite du déficit tandis que les pays à croissance élevée n'ont, selon le Pacte, pas besoin de rigueur et attisent par conséquent les tendances inflationnistes dans la zone euro. De plus, certains États membres bénéficient de l'avantage d'un soutien financier de l'UE, tandis que les contributeurs nets, comme l'Allemagne et la France, voient leurs budgets publics diminués par les contributions au budget européen. Cette vision s'impose peu à peu au sein des discussions du Conseil européen. Son président, Jean-Claude Juncker, considère qu'il est important d'adopter une stratégie à long terme contre le déficit, pour donner des stimulus pendant les bonnes périodes et mieux prendre en compte la dette publique.

Mais un traitement différencié ne réussira que si une politique économique plus cohérente au sein de l'UE est mise en œuvre, et si les réflexions fiscales sont dotées d'un cadre macro-économique. Une coordination – ou « gouvernance économique » – offrirait la possibilité d'une plus grande cohérence entre les politiques budgétaires, en vue d'objectifs communs non seulement dans la politique de stabilité, mais aussi dans d'autres domaines, comme par exemple la Stratégie de Lisbonne ou la politique de l'emploi. Pour éviter le danger d'un « naming, blaming, shaming » (dont l'efficacité a montré ses limites), cette coordination européenne ne peut réussir que dans un esprit de coopération et de partenariat. ■ **Angelica Schwall-Düren**



© COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

\* Cet article a été écrit mi-mars, avant le Conseil européen de Bruxelles des 22-23 mars.

(1) Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard. « L'Allemagne est décidée à peser plus fortement en Europe », in *Le Monde*, 18/1/2005.